

# RAPPORT ANNUEL 2025

|                                                                                                         |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>I. LE RAPPORT DE GESTION</b>                                                                         | <b>3</b>  |
| PRÉSENTATION GÉNÉRALE                                                                                   | 4         |
| FINANCEMENT DU FONDS                                                                                    | 5         |
| GESTION ADMINISTRATIVE                                                                                  | 6         |
| INDICATEURS (au 31/12/2025)                                                                             | 7         |
| RÉPARTITION DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ET DU NOMBRE D'AGENTS PAR FAMILLE D'EMPLOYEURS ET PAR PRESTATION | 8         |
| RÉPARTITION PAR PRESTATION ET TRANCHE D'ÂGE DU NOMBRE D'AGENTS BÉNÉFICIAIRES SELON LE STATUT            | 11        |
| RÉPARTITION DU NOMBRE D'AGENTS BÉNÉFICIAIRES PAR STATUT ET PAR PRESTATION                               | 13        |
| RÉPARTITION DU NOMBRE D'AGENTS BÉNÉFICIAIRES PAR SEXE, PAR STATUT ET PAR PRESTATION                     | 14        |
| RÉPARTITION DES AGENTS BÉNÉFICIAIRES PAR RÉGION ET PAR PRESTATION                                       | 15        |
| FRAIS DE GESTION                                                                                        | 16        |
| <b>II. LES COMPTES ANNUELS</b>                                                                          | <b>17</b> |
| LES DOCUMENTS DE SYNTHÈSE ET LE RÉSULTAT                                                                | 18        |
| BILAN ET COMPTE DE RESULTAT                                                                             | 18        |
| RESULTAT ET RESERVES                                                                                    | 20        |
| ANNEXE COMPTABLE : FAITS CARACTERISTIQUES ET EVENEMENTS POST-CLOTURE                                    | 21        |
| FAITS CARACTERISTIQUES                                                                                  | 21        |
| ANNEXE COMPTABLE : PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES                                             | 21        |
| PRINCIPES GENERAUX                                                                                      | 21        |
| REGLES ET METHODES ATTACHEES A CERTAINS POSTES                                                          | 21        |
| ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE BILAN                                                                   | 22        |
| 1 : COLLECTIVITES DEBITRICES                                                                            | 22        |
| 2 : COTISATIONS A RECEVOIR                                                                              | 22        |
| 3 : COTISANTS ET COMPTES RATTACHES                                                                      | 22        |
| 4 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES                                                   | 22        |
| 5 : PROVISIONS                                                                                          | 22        |
| 6 : PRESTATAIRES CHARGES A PAYER                                                                        | 23        |
| 7 : PRESTATIONS A REMBOURSER                                                                            | 23        |
| ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT                                                      | 24        |
| 8 : PRODUITS D'EXPLOITATION                                                                             | 24        |
| 9 : PRESTATIONS SOCIALES                                                                                | 25        |
| 10 : FRAIS ADMINISTRATIFS                                                                               | 25        |
| 11 : RESULTAT FINANCIER                                                                                 | 25        |
| <b>III. CERTIFICATION DES COMPTES</b>                                                                   | <b>26</b> |
| <b>IV. TEXTES DE RÉFÉRENCE</b>                                                                          | <b>31</b> |

# **I. LE RAPPORT DE GESTION**

### **PRÉSENTATION GÉNÉRALE**

Le Fonds pour l'emploi hospitalier (FEH) a été créé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995 et sa gestion confiée à la Caisse des Dépôts, en application de l'article 14 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994.

Le FEH participe au financement des surcoûts supportés par les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 au titre de la cessation progressive d'activité (CPA), du temps partiel (élargi par le décret n° 2024-1263 du 30 décembre 2024), de certaines actions de formations et d'aides à la mobilité (prise en charge de l'indemnité exceptionnelle de mobilité accordée aux fonctionnaires, aux agents contractuels concernés par une opération de restructuration agréée par l'ARS entraînant un changement de lieu de travail), ainsi que du compte épargne-temps (CET) de leurs personnels (fonctionnaires et non titulaires).

La loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 a étendu le champ d'intervention du Fonds pour l'emploi hospitalier au domaine de la réparation des maladies professionnelles provoquées par l'amiante, en prévoyant une prise en charge par le fonds de l'allocation spécifique de cessation anticipée (allocation « amiante ») pour la fonction publique hospitalière. L'article 14 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail a été modifié en ce sens et le décret n° 2017-1102 du 19 juin 2017 est venu préciser les modalités d'application du dispositif. Sa mise en œuvre est effective depuis le 22 juin 2017.

Une convention conclue entre l'État, représenté par le ministre chargé de la santé, et la Caisse des Dépôts et consignations, signée le 17 juin 1996, fixe les règles relatives à la gestion et à la comptabilité du fonds et celles régissant les relations avec l'autorité ministérielle. Aux termes de cette convention, la Caisse des Dépôts adresse, au cours du 1<sup>er</sup> semestre suivant la clôture de chaque exercice, un rapport d'activité retraçant les opérations de gestion et les éventuelles évolutions du fonds au ministre en charge de la santé.

En application de l'article L.518-24-1 du code monétaire et financier portant dispositions relatives aux mandats de gestion confiés par l'État, ses établissements publics, les groupements d'intérêt public et les autorités publiques indépendantes, les parties se sont rapprochées afin de définir les modalités d'encaissement et de recette réalisées par la Caisse des Dépôts. Ces modalités sont fixées par une convention de mandat en cours de signature par le mandant.

**FINANCEMENT DU FONDS****Cotisations**

Le décret n° 2016-1942 du 28 décembre 2016 fixe le taux de contribution des établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 à 0,8 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, appliqué sur :

- les traitements soumis aux retenues pour pension de leurs agents stagiaires et titulaires ;
- les salaires soumis à retenues pour pension de retraite de leurs agents contractuels de droit public recrutés dans les conditions prévues aux articles 9 et 27, dernier alinéa de la loi du 9 janvier 1986 précitée.

| Période                  | Taux de cotisation | Textes juridiques                       |
|--------------------------|--------------------|-----------------------------------------|
| 01/01/1995 au 31/12/1998 | 0,45 %             | Décret n° 95-86 du 26 janvier 1995      |
| 01/01/1999 au 31/12/1999 | 0,67 %             | Décret n° 98-1226 du 29 décembre 1998   |
| 01/01/2000 au 31/12/2001 | 0,80 %             | Décret n° 2000-23 du 12 janvier 2000    |
| 01/01/2002 au 31/12/2016 | 1 %                | Décret n° 2002-160 du 7 février 2002    |
| À compter du 01/01/2017  | 0,8 %              | Décret n° 2016-1942 du 28 décembre 2016 |

### **GESTION ADMINISTRATIVE**

La gestion administrative, comptable et financière du FEH est assurée par la Direction des politiques sociales de la Caisse des Dépôts.

Les bénéficiaires du fonds sont les établissements publics sanitaires, sociaux et médico-sociaux.

Le FEH prend en charge :

- les deux tiers des surcoûts versés par les établissements hospitaliers qui accordent aux fonctionnaires et agents non titulaires des autorisations de travail à temps partiel (80 % ou 90 %) ;
- les congés de formation professionnelle pour les agents de catégorie C ;
- le montant de l'engagement de servir restant dû pour les fonctionnaires, ayant bénéficié d'une formation rémunérée dans le cadre d'une promotion professionnelle et amenés à effectuer une mobilité dans un établissement public hospitalier ;
- l'indemnité exceptionnelle de mobilité accordée aux fonctionnaires, aux agents contractuels concernés par une opération de restructuration, agréée par l'agence régionale de santé (ARS) et entraînant un changement de lieu de travail ;
- les dépenses liées au compte épargne-temps pour les établissements qui n'ont pas encore adressé leur demande de remboursement à la Caisse des Dépôts ;
- l'ASCAA : allocation spécifique de cessation anticipée d'activité pour les agents hospitaliers.

La majorité des établissements hospitaliers transmet les demandes de remboursement par échange de données informatiques (EDI). Les autres transmettent leurs demandes via des formulaires papier.

**INDICATEURS (AU 31/12/2025)**

|                                                       | 2024    | 2025      |
|-------------------------------------------------------|---------|-----------|
| Collectivités concernées                              | 1 897   | 1 902     |
| Agents concernés                                      | 166 768 | 163 323 * |
| Bénéficiaires du temps partiel                        | 166 383 | 162 835   |
| Congés de formation professionnelle                   | 338     | 378       |
| Engagement de servir                                  | 33      | 41        |
| Prime de mobilité                                     | 13      | 69        |
| Prime de déménagement                                 | 0       | 0         |
| Allocation spéciale de cessation anticipée d'activité | 1       | 0         |

Le nombre d'établissements remboursés par le Fonds en 2025 (1 902) reste globalement stable.

Le nombre d'agents concernés est en légère baisse (-2,07 %) liée à la diminution du nombre de bénéficiaires au titre du temps partiel.

*\*Depuis fin 2024, le système d'information permet d'obtenir des statistiques sur le nombre d'agents strictement distincts concernés par un remboursement. Au 31/12/2025, 159 406 agents uniques sont dénombrés (162 082 au 31/12/2024), lesquels peuvent être comptés plusieurs fois dans le nombre total de 163 323 selon qu'ils ont bénéficié d'un temps partiel à 80 % puis à 90 %, d'un congé de formation professionnelle ou s'ils ont été titularisés après une période de contractuel.*

## LE RAPPORT DE GESTION

### RÉPARTITION DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ET DU NOMBRE D'AGENTS PAR FAMILLE D'EMPLOYEURS ET PAR PRESTATION

| Famille employeur                                                                                         | Nombre d'établissements concernés | Nombre d'agents concernés |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|
| <b>Hôpitaux/Centre hospitalier général</b>                                                                |                                   |                           |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 343                               | 66 604                    |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 323                               | 9 696                     |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 78                                | 161                       |
| Engagement de servir                                                                                      | 15                                | 17                        |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>343</b>                        | <b>76 478</b>             |

|                                                                                                           |           |               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------------|
| <b>Hôpitaux/Centre hospitalier régional (dont CHU)</b>                                                    |           |               |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 71        | 38 887        |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 66        | 5 655         |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 14        | 100           |
| Engagement de servir                                                                                      | 14        | 15            |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>71</b> | <b>44 657</b> |

|                                                                                                           |           |               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|---------------|
| <b>Hôpitaux/Centre hospitalier spécialisé</b>                                                             |           |               |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 60        | 8 501         |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 60        | 1 694         |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 21        | 40            |
| Engagement de servir                                                                                      | 3         | 3             |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>60</b> | <b>10 238</b> |

|                                                                                                           |            |               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|---------------|
| <b>Hôpitaux/Hôpital local</b>                                                                             |            |               |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 339        | 13 557        |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 240        | 1 987         |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 25         | 30            |
| Engagement de servir                                                                                      | 3          | 3             |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>339</b> | <b>15 577</b> |

|                                                                                                           |           |              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------------|
| <b>Autres hôpitaux</b>                                                                                    |           |              |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 28        | 2 769        |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 19        | 325          |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 7         | 9            |
| Engagement de servir                                                                                      | 1         | 1            |
| Prime de mobilité                                                                                         | 1         | 54           |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>29</b> | <b>3 158</b> |

## LE RAPPORT DE GESTION

### RÉPARTITION DU NOMBRE D'ETABLISSEMENTS ET DU NOMBRE D'AGENTS PAR FAMILLE D'EMPLOYEURS ET PAR PRESTATION

| Famille employeur                                                                                         | Nombre d'établissements concernés | Nombre d'agents concernés |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|
| <b>Centres d'hébergement pour personnes âgées / Maison de retraite</b>                                    |                                   |                           |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 837                               | 7 466                     |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 315                               | 986                       |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 23                                | 23                        |
| Engagement de servir                                                                                      | 1                                 | 1                         |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>845</b>                        | <b>8 476</b>              |

|                                                                                                           |          |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----------|
| <b>Autres centres d'hébergement pour personnes âgées</b>                                                  |          |           |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 1        | 14        |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 1        | 1         |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>1</b> | <b>15</b> |

|                                                                                                           |          |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----------|
| <b>Etablissements publics locaux/Ets communaux spécialisés</b>                                            |          |           |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 7        | 74        |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 2        | 5         |
| Congés de formation professionnelle                                                                       | 1        | 1         |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>7</b> | <b>80</b> |

|                                                                                                           |          |           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----------|
| <b>Etablissements publics locaux/Ets intercommunaux non spécialisés</b>                                   |          |           |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 1        | 41        |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 1        | 7         |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>1</b> | <b>48</b> |

## LE RAPPORT DE GESTION

### RÉPARTITION DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ET DU NOMBRE D'AGENTS PAR FAMILLE D'EMPLOYEURS ET PAR PRESTATION

| Famille employeur                                                                                         | Nombre d'établissements concernés | Nombre d'agents concernés |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|
| <b>Autres établissements de soins/Ets publics à caractère sanitaire et social</b>                         |                                   |                           |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 133                               | 1 858                     |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 67                                | 262                       |
| Conges de formation professionnelle                                                                       | 7                                 | 7                         |
| Prime de mobilité                                                                                         | 1                                 | 15                        |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>133</b>                        | <b>2 142</b>              |

|                                                                                                           |           |              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|--------------|
| <b>Autres établissements de soins/Centre de soins avec ou sans hébergement</b>                            |           |              |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 31        | 1 124        |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 20        | 193          |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>31</b> | <b>1 317</b> |

|                                                                                                           |           |            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------|
| <b>Autres établissements de soins</b>                                                                     |           |            |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 18        | 514        |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 13        | 54         |
| Conges de formation professionnelle                                                                       | 3         | 6          |
| Engagement de servir                                                                                      | 1         | 1          |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>18</b> | <b>575</b> |

|                                                                                                           |           |            |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------|
| <b>Département/Conseil Général</b>                                                                        |           |            |
| Temps partiel 80%                                                                                         | 22        | 227        |
| Temps partiel 90%                                                                                         | 14        | 28         |
| <i>Nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</i> | <b>22</b> | <b>255</b> |

|                                                                                                                    |              |                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----------------|
| <b>Total du nombre de collectivités immatriculées et d'agents affiliés bénéficiaires d'au moins une prestation</b> | <b>1 902</b> | <b>163 050</b> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----------------|

Remarque : le « nombre d'agents concernés » diffère de celui de la page 7 et des pages suivantes en raison des mobilités réalisées par les agents durant l'exercice.

## LE RAPPORT DE GESTION

### RÉPARTITION PAR PRESTATION ET TRANCHE D'ÂGE DU NOMBRE D'AGENTS BÉNÉFICIAIRES SELON LE STATUT

|                           | Contractuel  | Titulaire      | Total          |
|---------------------------|--------------|----------------|----------------|
| <b>Temps partiel 80 %</b> |              |                |                |
| jusqu'à 29 ans            | 1 205        | 7 880          | 9 085          |
| 30 à 39 ans               | 3 365        | 52 540         | 55 905         |
| 40 à 49 ans               | 1 400        | 40 978         | 42 378         |
| 50 à 59 ans               | 591          | 26 520         | 27 111         |
| 60 ans et plus            | 310          | 7 115          | 7 425          |
| <b>Total</b>              | <b>6 871</b> | <b>135 033</b> | <b>141 904</b> |

|                           |            |               |               |
|---------------------------|------------|---------------|---------------|
| <b>Temps partiel 90 %</b> |            |               |               |
| jusqu'à 29 ans            | 55         | 371           | 426           |
| 30 à 39 ans               | 217        | 4 105         | 4 322         |
| 40 à 49 ans               | 256        | 7 688         | 7 944         |
| 50 à 59 ans               | 128        | 6 650         | 6 778         |
| 60 ans et plus            | 40         | 1 421         | 1 461         |
| <b>Total</b>              | <b>696</b> | <b>20 235</b> | <b>20 931</b> |

|                                            |           |            |            |
|--------------------------------------------|-----------|------------|------------|
| <b>Congés de formation professionnelle</b> |           |            |            |
| jusqu'à 29 ans                             | 8         | 25         | 33         |
| 30 à 39 ans                                | 18        | 109        | 127        |
| 40 à 49 ans                                | 6         | 132        | 138        |
| 50 à 59 ans                                | 6         | 63         | 69         |
| 60 ans et plus                             | 2         | 9          | 11         |
| <b>Total</b>                               | <b>40</b> | <b>338</b> | <b>378</b> |

## LE RAPPORT DE GESTION

### RÉPARTITION PAR PRESTATION ET TRANCHE D'ÂGE DU NOMBRE D'AGENTS BÉNÉFICIAIRES SELON LE STATUT

|                             | Contractuel | Titulaire | Total     |
|-----------------------------|-------------|-----------|-----------|
| <b>Engagement de servir</b> |             |           |           |
| jusqu'à 29 ans              |             | 4         | 4         |
| 30 à 39 ans                 |             | 22        | 22        |
| 40 à 49 ans                 |             | 12        | 12        |
| 50 à 59 ans                 |             | 3         | 3         |
| 60 ans et plus              |             |           |           |
| <b>Total</b>                | <b>0</b>    | <b>41</b> | <b>41</b> |

|                          |          |           |           |
|--------------------------|----------|-----------|-----------|
| <b>Prime de mobilité</b> |          |           |           |
| jusqu'à 29 ans           | 1        | 5         | 6         |
| 30 à 39 ans              | 2        | 6         | 8         |
| 40 à 49 ans              |          | 16        | 16        |
| 50 à 59 ans              |          | 22        | 22        |
| 60 ans et plus           | 1        | 16        | 17        |
| <b>Total</b>             | <b>4</b> | <b>65</b> | <b>69</b> |

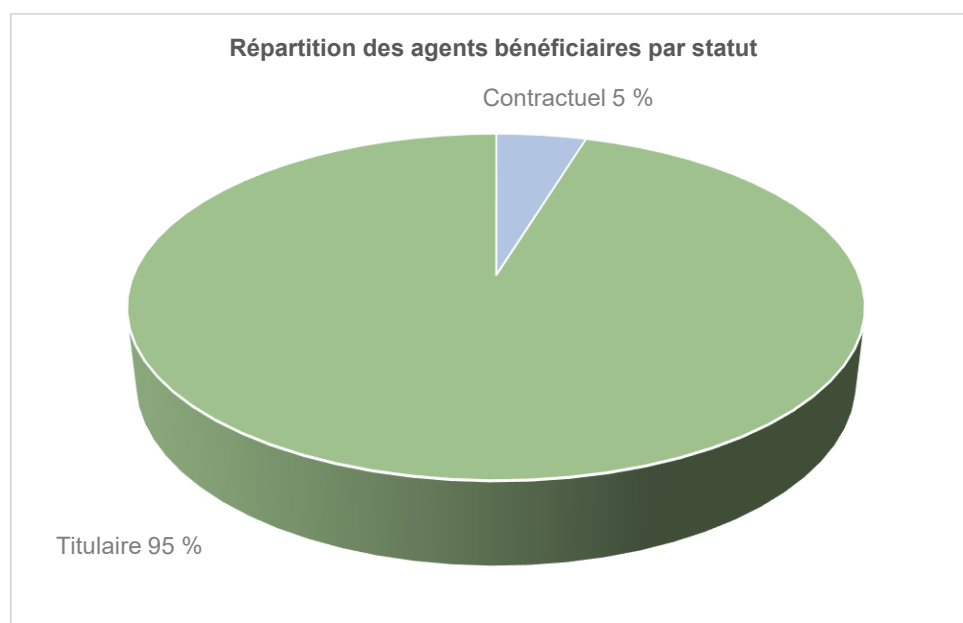
|                                                          |          |          |          |
|----------------------------------------------------------|----------|----------|----------|
| <b>Allocation spéc de cessation anticipée d'activité</b> |          |          |          |
| 60 ans et plus                                           |          |          |          |
| <b>Total</b>                                             | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>0</b> |

|                      |             |                |                |
|----------------------|-------------|----------------|----------------|
| <b>TOTAL GENERAL</b> | <b>7611</b> | <b>155 712</b> | <b>163 323</b> |
|----------------------|-------------|----------------|----------------|

## LE RAPPORT DE GESTION

### RÉPARTITION DU NOMBRE D'AGENTS BÉNÉFICIAIRES PAR STATUT ET PAR PRESTATION

| PRESTATIONS                                      | Contractuel | Titulaire | Total   |
|--------------------------------------------------|-------------|-----------|---------|
| Temps partiel 80%                                | 6 871       | 135 033   | 141 904 |
| Temps partiel 90%                                | 696         | 20 235    | 20 931  |
| Congés de formation professionnelle              | 40          | 338       | 378     |
| Engagement de servir                             |             | 41        | 41      |
| Prime de mobilité                                | 4           | 65        | 69      |
| Alloc spéciale de cessation anticipée d'activité | 0           | 0         | 0       |
| TOTAL                                            | 7 611       | 155 712   | 163 323 |

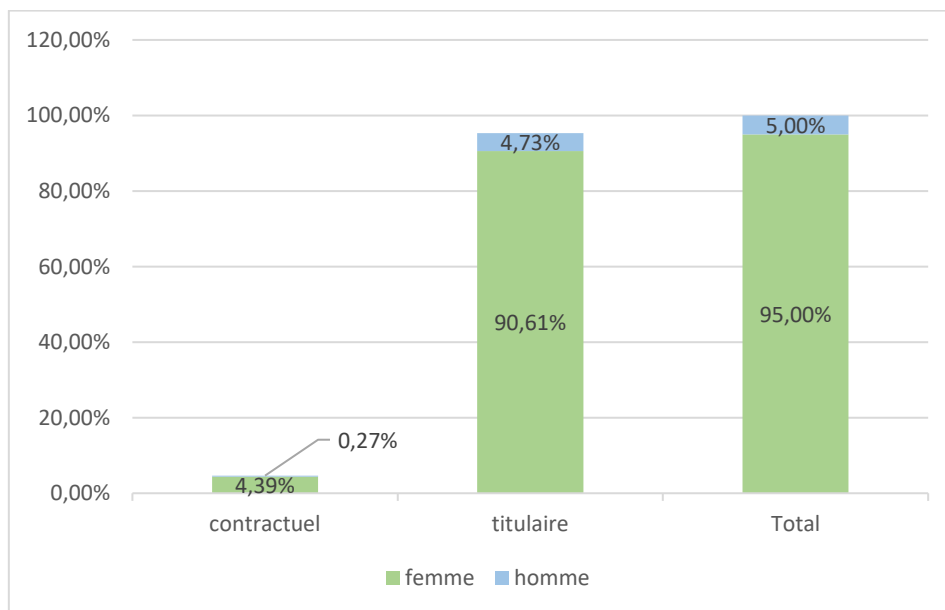


## LE RAPPORT DE GESTION

### RÉPARTITION DU NOMBRE D'AGENTS BÉNÉFICIAIRES PAR SEXE, PAR STATUT ET PAR PRESTATION

| PRESTATIONS                                      | Féminin        |                | Masculin     |              | TOTAL          |
|--------------------------------------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|----------------|
|                                                  | Contractuel    | Titulaire      | Contractuel  | Titulaire    |                |
| Temps partiel 80%                                | 6 497          | 128 377        | 374          | 6 656        | 141 904        |
| Temps partiel 90%                                | 632            | 19 280         | 64           | 955          | 20 931         |
| Congés de formation professionnelle              | 31             | 248            | 9            | 90           | 378            |
| Engagement de servir                             |                | 34             |              | 7            | 41             |
| Prime de mobilité                                | 2              | 51             | 2            | 14           | 69             |
| Alloc spéciale de cessation anticipée d'activité |                |                |              |              |                |
| <b>TOTAL</b>                                     | <b>7 162</b>   | <b>147 990</b> | <b>449</b>   | <b>7 722</b> | <b>163 323</b> |
| <b>TOTAL par sexe</b>                            | <b>155 152</b> |                | <b>8 171</b> |              |                |

Répartition des agents bénéficiaires par statut et par sexe



## LE RAPPORT DE GESTION

### RÉPARTITION DES AGENTS BÉNÉFICIAIRES PAR RÉGION ET PAR PRESTATION

| REGIONS                    | T80            | T90           | CFP        | RES       | MOB       | ASC      | TOTAL          | % par région |
|----------------------------|----------------|---------------|------------|-----------|-----------|----------|----------------|--------------|
| AUVERGNE-RHONE-ALPES       | 19 841         | 2 900         | 36         | 11        |           |          | 22 788         | 14,01 %      |
| BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE    | 7 113          | 1 828         | 10         | 3         |           |          | 8 954          | 5,51 %       |
| BRETAGNE                   | 12 909         | 2 394         | 17         | 2         |           |          | 15 322         | 9,42 %       |
| CENTRE-VAL DE LOIRE        | 6 336          | 729           | 22         | 5         |           |          | 7 092          | 4,36 %       |
| CORSE                      | 140            | 11            | 3          |           |           |          | 154            | 0,09 %       |
| GRAND-EST                  | 15 079         | 1 447         | 37         | 2         |           |          | 16 565         | 10,18 %      |
| HAUTS-DE-FRANCE            | 15 906         | 1 357         | 32         |           | 69        |          | 17 364         | 10,68 %      |
| ILE-DE-FRANCE              | 9 779          | 1 229         | 12         | 6         |           |          | 11 026         | 6,78 %       |
| NORMANDIE                  | 10 357         | 921           | 16         | 3         |           |          | 11 297         | 6,95 %       |
| NOUVELLE-AQUITAINE         | 12 473         | 2 279         | 64         | 1         |           |          | 14 817         | 9,11 %       |
| OCCITANIE                  | 11 007         | 1 348         | 49         | 4         |           |          | 12 408         | 7,63 %       |
| PAYS-DE-LA-LOIRE           | 11 787         | 3 438         | 13         | 1         |           |          | 15 239         | 9,37 %       |
| PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR | 7 819          | 966           | 51         | 2         |           |          | 8 838          | 5,43 %       |
| GUADELOUPE                 | 71             | 6             | 2          |           |           |          | 79             | 0,05 %       |
| GUYANE                     | 16             |               |            |           |           |          | 16             | 0,01 %       |
| MARTINIQUE                 | 81             | 13            |            | 1         |           |          | 95             | 0,06 %       |
| LA REUNION                 | 550            | 11            | 14         |           |           |          | 575            | 0,35 %       |
| SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON   | 22             |               |            |           |           |          | 22             | 0,01 %       |
| <b>TOTAL</b>               | <b>141 286</b> | <b>20 877</b> | <b>378</b> | <b>41</b> | <b>69</b> | <b>0</b> | <b>162 651</b> | <b>100 %</b> |

Remarque : le nombre total d'agents concernés diffère de celui des pages précédentes en raison de la mobilité des agents en cours d'année, et du fait qu'un agent peut bénéficier de plusieurs prestations ou d'un changement de statut (contractuel / titulaire).

### **FRAIS DE GESTION**

Pour assurer la gestion du fonds, la Caisse des Dépôts met à disposition des moyens en personnel, informatique et fonctionnement.

En contrepartie de ses prestations, conformément à l'article 3 de la convention du 17 juin 1996, la Caisse des Dépôts facture au prix coûtant, dans la limite d'un plafond fixé à 2,5 % du montant des ressources du FEH (ce plafond est revalorisable par avenant).

Cette rémunération est payable en quatre acomptes trimestriels et égaux, calculés sur la base des derniers frais de gestion connus. Le solde est régularisé sur production de la facture définitive.

Le montant des frais de gestion comptabilisé pour l'année 2025 s'élève à 1 525 709 €, correspondant à quatre acomptes trimestriels facturés au titre de 2025 pour 1 516 606 € et un reliquat au titre de 2024 de 9 103 €.

## **II. LES COMPTES ANNUELS**

## LES DOCUMENTS DE SYNTHESE ET LE RESULTAT

### BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

## BILAN ACTIF

| (en euros)                      |       |                    |                    |
|---------------------------------|-------|--------------------|--------------------|
| DETAIL DES COMPTES D'ACTIF      | Notes | 2025               | 2024               |
| ACTIF IMMOBILISE                |       |                    |                    |
| ACTIF CIRCULANT                 |       | 219 477 670        | 197 227 324        |
| Créances et comptes rattachés   |       | 14 413 803         | 14 009 167         |
| Collectivités débitrices        | 1     | 809 013            | 763 797            |
| Cotisations à recevoir          | 2     | 12 086 128         | 12 211 339         |
| Cotisants et comptes rattachés  | 3     | 1 518 663          | 1 034 031          |
| Valeurs mobilières de placement | 4     | 200 061 073        | 178 254 671        |
| Valeurs mobilières de placement |       | 200 061 073        | 178 254 671        |
| Disponibilités                  | 4     | 5 002 793          | 4 963 487          |
| <b>TOTAL GENERAL</b>            |       | <b>219 477 670</b> | <b>197 227 324</b> |

## BILAN PASSIF

| (en euros)                    |       |                    |                    |
|-------------------------------|-------|--------------------|--------------------|
| DETAIL DES COMPTES DE PASSIF  | Notes | 2025               | 2024               |
| CAPITAUX PROPRES              |       | 127 639 807        | 102 230 057        |
| Report à nouveau              |       | 102 230 057        | 85 867 274         |
| Résultat de l'exercice        |       | 25 409 750         | 16 362 783         |
| PROVISIONS                    | 5     | 190 000            | 180 000            |
| Autres provisions pour risque |       | 190 000            | 180 000            |
| DETTES                        |       | 91 647 862         | 94 817 267         |
| Dettes et comptes rattachés   |       | 91 647 697         | 94 817 102         |
| Prestataires charges à payer  | 6     | 91 500 000         | 92 800 000         |
| Frais de gestion à payer      |       | 544                | 478                |
| Prestations à rembourser      | 7     | 147 153            | 2 016 624          |
| Autres dettes                 |       | 165                | 165                |
| Créditeurs divers             |       | 165                | 165                |
| <b>TOTAL GENERAL</b>          |       | <b>219 477 670</b> | <b>197 227 324</b> |

## COMPTE DE RESULTAT

(en euros)

| Rubriques                                                         | Notes     | 2 025              | 2 024              |
|-------------------------------------------------------------------|-----------|--------------------|--------------------|
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>                                    | <b>8</b>  | <b>265 888 195</b> | <b>260 727 040</b> |
| Cotisations titulaires                                            |           | 173 896 944        | 190 525 634        |
| Cotisations non titulaires                                        |           | 73 551 229         | 65 924 563         |
| Surcotisations aides-soignantes                                   |           | 18 437 606         | 4 275 116          |
| Autres produits                                                   |           | 2 417              | 1 727              |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>                                     |           | <b>245 416 473</b> | <b>248 668 954</b> |
| <b>Prestations sociales</b>                                       | <b>9</b>  | <b>243 875 651</b> | <b>247 075 733</b> |
| Prestations sociales                                              |           | 243 875 651        | 247 075 733        |
| <b>Autres achats et charges externes</b>                          |           | <b>1 528 858</b>   | <b>1 565 711</b>   |
| Frais administratifs                                              | 10        | 1 525 709          | 1 562 767          |
| Autres frais de gestion                                           |           | 3 149              | 2 944              |
| Dotations aux provisions d'exploitation                           |           | 10 000             | 25 800             |
| Autres charges                                                    |           | 1 964              | 1 710              |
| <b>A - RESULTAT D'EXPLOITATION</b>                                |           | <b>20 471 723</b>  | <b>12 058 087</b>  |
| <b>PRODUITS FINANCIERS</b>                                        |           | <b>4 938 028</b>   | <b>4 318 245</b>   |
| Reprises sur dépréciations et provisions                          |           |                    | 103 662            |
| Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie  |           | 4 938 028          | 4 214 583          |
| <b>CHARGES FINANCIERES</b>                                        |           |                    | <b>13 548</b>      |
| Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie |           |                    | 13 548             |
| <b>B - RESULTAT FINANCIER</b>                                     | <b>11</b> | <b>4 938 028</b>   | <b>4 304 697</b>   |
| <b>C - RESULTAT COURANT (A+B)</b>                                 |           | <b>25 409 750</b>  | <b>16 362 783</b>  |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>                                     |           |                    |                    |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                                    |           |                    |                    |
| <b>D - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>                                  |           |                    |                    |
| <b>TOTAL DES PRODUITS</b>                                         |           | <b>270 826 223</b> | <b>265 045 285</b> |
| <b>TOTAL DES CHARGES</b>                                          |           | <b>245 416 473</b> | <b>248 682 502</b> |
| <b>RESULTAT DE L'EXERCICE (C+D)</b>                               |           | <b>25 409 750</b>  | <b>16 362 783</b>  |

**RÉSULTAT ET RESERVES**

|                         | (en euros)         |                    |                   |                   |                   |
|-------------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
|                         | 2025               | 2024               | 2023              | 2022              | 2021              |
| Report à nouveau        | 102 230 057        | 85 867 274         | 84 849 555        | 67 188 271        | 35 815 176        |
| Résultat de l'exercice  | 25 409 750         | 16 362 783         | 1 017 719         | 17 661 285        | 31 373 095        |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b> | <b>127 639 807</b> | <b>102 230 057</b> | <b>85 867 274</b> | <b>84 849 555</b> | <b>67 188 271</b> |

Les capitaux propres atteignent 127,6 M€ au 31/12/2025 après affectation du résultat de l'exercice au report à nouveau.

## **ANNEXE COMPTABLE : FAITS CARACTERISTIQUES ET EVENEMENTS POST-CLOTURE**

### **FAITS CARACTERISTIQUES**

Néant.

### **EVENEMENTS POST-CLOTURE**

Les opérations militaires en Iran qui ont débuté le 28 février 2026 et qui affectent également d'autres pays du Moyen-Orient sont sans incidence sur les états financiers du fonds.

## **ANNEXE COMPTABLE : PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **PRINCIPES GENERAUX**

Le Fonds pour l'emploi hospitalier se conforme aux dispositions du plan comptable général pour la tenue de sa comptabilité.

La nomenclature des comptes a été adaptée pour tenir compte de ses spécificités.

La comptabilisation des opérations effectuées par le FEH est faite en application du principe du droit constaté, l'enregistrement des opérations en comptabilité étant effectué dès la naissance du droit qui la sous-tend, appelé fait générateur.

### **REGLES ET METHODES ATTACHEES A CERTAINS POSTES**

#### **Cotisations**

Les produits de cotisations sont enregistrés sur la base des déclarations de cotisations (DC) annuelles reçues des employeurs en année N+1.

Depuis le 1er janvier 2011, les cotisations sont recouvrées mensuellement ou trimestriellement sur le compte bancaire du fonds. Elles sont exigibles pour le 5 du mois M+1.

#### **Frais de gestion**

La Caisse des Dépôts, en tant que gestionnaire, met à la disposition du FEH des moyens en personnel, informatique, et frais de fonctionnement. En contrepartie de ses prestations, la Caisse des Dépôts perçoit une rémunération représentant le montant des frais engagés pour la gestion du Fonds.

Cette rémunération est payable en quatre acomptes trimestriels fixés à partir des derniers frais connus ; le solde ou reliquat, déterminé après l'arrêté des comptes de la Caisse des Dépôts, est imputé sur l'exercice suivant.

#### **Charges à payer sur prestations**

Le calcul des charges à payer est réalisé à partir de la méthode statistique dite « Chain Ladder ».

La méthode des échelles en chaîne ou Chain Ladder (CLM) est une méthode actuarielle qui est utilisée pour prévoir le montant des réserves qui doivent être établies afin de couvrir les paiements des prestations futures.

#### **Évolutions réglementaires applicables à compter de l'exercice 2025 :**

Conformément aux règlements ANC n°2022-06 et ANC n°2023-03, applicables à compter de la clôture 2025, le fonds a adapté ses états financiers aux nouvelles dispositions du Plan Comptable Général.

Ces évolutions concernent notamment :

- la suppression de certains comptes obsolètes et l'introduction de comptes à usage obligatoire,
- la nouvelle définition du résultat exceptionnel, désormais limitée aux produits et charges liés à un événement majeur et inhabituel,
- la réorganisation des informations en annexe, avec regroupement par type d'information.

Les impacts sont non significatifs pour le fonds.

## **ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE BILAN**

### **1 : COLLECTIVITES DEBITRICES**

Ce poste d'un montant de 0,8 M€, correspond aux montants des cotisations déclarées et non encore encaissées à la clôture de l'exercice.

### **2 : COTISATIONS A RECEVOIR**

Les produits à recevoir, pour un montant de 12,1 M€, correspondent à des cotisations du mois de décembre 2025 pour les employeurs à périodicité mensuelle, ou du dernier trimestre pour ceux à périodicité trimestrielle qui ont été encaissées en janvier 2026.

### **3 : COTISANTS ET COMPTES RATTACHES**

Le montant de 1,5 M€ correspond à des créances sur des employeurs rencontrant des difficultés financières ou ayant été identifiés comme ne payant pas la totalité de leurs cotisations. Il n'y a pas de provision constatée en raison de la faible antériorité des créances ou de leurs montants non significatifs.

Ces créances concernent 19 collectivités, 3 d'entre elles représentent 1,2 M€ de ces créances.

### **4 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES**

(en euros)

|                            | Valeur au début de l'exercice | Opérations exercice 2025 |                      | Valeur à la fin de l'exercice | Moins-Value Latente |
|----------------------------|-------------------------------|--------------------------|----------------------|-------------------------------|---------------------|
|                            |                               | Achats (augmentations)   | Ventes (diminutions) |                               |                     |
| Fonds Communs de Placement | 178 254 671                   | 158 735 631              | 178 979 696          | 158 010 606                   |                     |
| Sicav monétaires           |                               | 42 050 468               |                      | 42 050 468                    |                     |
| Compte bancaire            | 4 963 487                     |                          |                      | 5 002 793                     |                     |
| <b>Total</b>               | <b>183 218 158</b>            | <b>200 786 099</b>       | <b>178 979 696</b>   | <b>205 063 866</b>            |                     |

Les actifs financiers sont enregistrés sous la rubrique "Valeurs mobilières de placement". Les entrées des OPCVM sont comptabilisées au prix d'acquisition, les sorties en coût moyen pondéré.

### **5 : PROVISIONS**

Une provision pour risque de 0,2 M€ est enregistrée pour couvrir le risque de remboursement de cotisations aux employeurs :

- pour les règlements reçus par erreur ou qui sont supérieurs aux montants déclarés
- ou en l'absence de déclaration.

**LES COMPTES ANNUELS**  
**ANNEXE COMPTABLE : LES NOTES**

**6 : PRESTATAIRES CHARGES A PAYER**

|                                                        | (en euros)        |                   |
|--------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
|                                                        | 2025              | 2024              |
| <b>ESTIMATION</b>                                      | <b>84 735 097</b> | <b>86 179 700</b> |
| Prestations - Titulaires                               | 81 683 960        | 83 297 517        |
| Prestations - Non Titulaires                           | 3 051 137         | 2 880 060         |
| Allocations "Spéciales Cessation Anticipé Activité"    |                   | 2 123             |
| <b>REGULARISATION</b>                                  | <b>6 764 903</b>  | <b>6 620 300</b>  |
| Régul sur estimation s/ex. antérieurs - Titulaires     | 6 521 371         | 6 398 892         |
| Régul sur estimation s/ex. antérieurs - Non Titulaires | 243 532           | 221 245           |
| Régul sur estimation s/ex. antérieurs - ASCAA          |                   | 163               |
| <b>TOTAL</b>                                           | <b>91 500 000</b> | <b>92 800 000</b> |

Le montant des charges à payer, qui s'élève à 91,5 M€ au 31 décembre, correspond à l'estimation de la charge restant due au titre des exercices 2020 à 2025.

La charge totale 2025 a été évaluée à partir des paiements effectués dans l'année. Un pourcentage d'évolution, calculé par rapport aux paiements effectués durant l'exercice, a été appliqué sur les paiements restant à venir, par année de référence.

**7 : PRESTATIONS A REMBOURSER**

Le montant de 0,1 M€ est constitué des prestations ordonnancées fin décembre 2025 et dont le paiement n'est intervenu qu'en janvier 2026.

**ANNEXE COMPTABLE : NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**

**8 : PRODUITS D'EXPLOITATION**

Les montants des cotisations sont enregistrés en produits à partir des déclarations de cotisations annuelles (DC) des employeurs.

A la date d'arrêté des comptes, la réception et le traitement de DC sont toujours en cours. En conséquence, afin de pouvoir déterminer au 31 décembre 2025 les produits relatifs au FEH, une méthode basée sur les encaissements reçus à la date de clôture des comptes et sur l'estimation des cotisations à recevoir est retenue.

Les cotisations enregistrées au titre de 2025 et des exercices antérieurs comprennent :

- les cotisations reçues durant l'exercice
- les cotisations à recevoir :
  - cotisations dont le versement est intervenu du 01/01/2025 à mi-janvier 2026.
  - montant estimé des cotisations à recevoir après cette date.
- les montants dus par les employeurs ayant constaté des difficultés financières.

Au 31 décembre 2025, le montant des cotisations s'établit à 265,9 M€ au titre de 2025 et des années antérieures, soit une augmentation de 5,2 M€ (+2%) par rapport à 2024.

Cette variation s'explique principalement par un effet lié à l'évolution du GVT (Glissement Vieillessement Technicité), l'évolution des cotisants dans la fonction publique hospitalière estimée étant stable (805 236 cotisants en moyenne annuelle estimée pour 2025 contre 805 355 cotisants pour 2024).

**LES COMPTES ANNUELS**  
**ANNEXE COMPTABLE : LES NOTES**

**9 : PRESTATIONS SOCIALES**

|                                                                    | (en euros)         |                    |
|--------------------------------------------------------------------|--------------------|--------------------|
|                                                                    | 2025               | 2024               |
| Indemnité - Titulaires CPA                                         |                    |                    |
| Indemnité - Titulaires CPA 50%                                     |                    |                    |
| Indemnité - Titulaires CPA 60%                                     |                    |                    |
| Indemnité - Titulaires CPA 80%                                     |                    |                    |
| Indemnité - Titulaires 80%                                         | 223 080 392        | 227 363 840        |
| Indemnité - Titulaires 90%                                         | 8 525 867          | 8 718 823          |
| Indemnité - Non Titulaires CPA                                     |                    |                    |
| Indemnité - Non Titulaires CPA 50%                                 |                    |                    |
| Indemnité - Non Titulaires CPA 60%                                 |                    |                    |
| Indemnité - Non Titulaires 80%                                     | 8 680 595          | 8 391 456          |
| Indemnité - Non Titulaires 90%                                     | 264 092            | 216 802            |
| Frais de mobilité indemnité exceptionnelle - Titulaires            | 69 436             | 8 715              |
| Frais de mobilité indemnité exceptionnelle - Non Titulaires        | 2 929              |                    |
| Frais de mobilité changement de résidence - Titulaires             |                    | (1 480)            |
| Frais de mobilité changement de résidence - Non Titulaires         |                    |                    |
| Remboursement engagement de service - Titulaires                   | 2 686 912          | 2 001 820          |
| Remboursement engagement de service - Non Titulaires               |                    |                    |
| Remboursement congés de formation professionnelle - Titulaires     | 495 698            | 316 830            |
| Remboursement congés de formation professionnelle - Non Titulaires | 72 016             | 64 568             |
| Alloc Spec CAA Titulaires                                          | (2 286)            | (5 640)            |
| <b>Total prestations sociales</b>                                  | <b>243 875 651</b> | <b>247 075 733</b> |

Les prestations au titre de l'exercice 2025 s'élèvent à 244 M€ dont 91,5 M€ représentent le montant estimé des charges restant à payer au 31 décembre au titre de 2025 et des années antérieures (cf. § Charges à payer).

La baisse des prestations de 1,3 % (-3,2 M€) provient essentiellement :

- de l'évolution de -2,8 M€ de la variation des charges à payer (-1,3 M€ au 31/12/2025 contre +1,5 M€ au 31/12/2024).
- de la diminution des prestations payées durant l'exercice de -0,4 M€ (-0,2 %) due à la baisse du nombre de bénéficiaires (163 323 en 2025 contre 166 768 en 2024, soit -2 %), compensée par une augmentation de 0,7 M€ des remboursements sur engagement de service.

**10 : FRAIS ADMINISTRATIFS**

Leur montant de 1,5 M€ est composé des quatre acomptes trimestriels facturés au titre de 2025 pour 1,5 M€ et d'un reliquat au titre de 2024 de 0,01 M€.

**11 : RESULTAT FINANCIER**

Le résultat financier excédentaire correspond aux plus-values nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement pour 4,9 M€, en augmentation par rapport à 2024 (4,2 M€), et ce malgré une baisse de la performance des supports de placement monétaires.

Cette variation s'explique par un montant de cessions d'OPCVM plus élevé en 2025 qu'en 2024.

### **III. CERTIFICATION DES COMPTES**

**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS**

56 rue de Lille  
75006 PARIS

**Rapport d'audit du commissaire aux comptes de la Caisse des Dépôts et  
Consignations sur les comptes annuels du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH)**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A la Direction de la Caisse des Dépôts et Consignations,

**Opinion**

En notre qualité de commissaire aux comptes de la Caisse des Dépôts et Consignations, nous avons effectué un audit des comptes annuels du Fonds pour l'Emploi Hospitalier (FEH), dont la Caisse des Dépôts et Consignations assure la gestion, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport (ci-après les « Comptes Annuels »).

À notre avis, les Comptes Annuels présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et au regard des règles et principes comptables français, le patrimoine et la situation financière du FEH au 31 décembre 2025, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice écoulé.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des Comptes Annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Évolutions réglementaires applicables à compter de l'exercice 2025 » de l'annexe aux Comptes Annuels qui expose le changement de méthodes comptables relatif à la première application du nouveau règlement ANC 2022-06.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux Comptes Annuels

Il appartient à la Direction de la Caisse des Dépôts et Consignations d'établir des Comptes Annuels présentant une image fidèle au regard des règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de Comptes Annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des Comptes Annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité du FEH à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces Comptes Annuels, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FEH ou de cesser son activité.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par la Direction de la Caisse des Dépôts et Consignations.

### Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les Comptes Annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les Comptes Annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Notre audit des Comptes Annuels ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du FEH.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à ces normes et à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de l'audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les Comptes Annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les Comptes Annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des conditions susceptibles de mettre en cause la capacité du FEH à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les Comptes Annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une opinion avec réserve ou une opinion défavorable ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des Comptes Annuels et évalue si les Comptes Annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Ce rapport est établi à votre attention dans le contexte décrit ci-avant et ne doit pas être utilisé, diffusé, ou cité à d'autres fins.

Nous n'acceptons aucune responsabilité vis-à-vis de tout tiers auquel ce rapport serait diffusé ou parviendrait.

Bordeaux, le 4 mai 2026

Le Commissaire aux comptes

**Forvis Mazars SA**

DocuSigned by:  
  
E24A9A3776F44B0...

Julie MALLET

Associée

## **IV. TEXTES DE RÉFÉRENCE**

### Sur le fonctionnement du FEH

- [Article 14 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994](#) relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique : porte création du FEH à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1995 et en confie la gestion à la Caisse des Dépôts.
- [Article 16 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998](#) : prévoit le prélèvement sur le FEH des sommes nécessaires pour le financement du congé de fin d'activité (CFA) pour les agents relevant du secteur hospitalier.
- [Article 3 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013](#) de financement de la sécurité sociale pour 2014.
- [Décret n° 95-245 du 1er mars 1995](#) relatif au fonds pour l'emploi hospitalier créé par l'article 14 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994 relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique : fixe les conditions de fonctionnement du FEH.
- [Décret n° 95-86 du 26 janvier 1995](#) fixant le taux de la contribution due au FEH par les établissements énumérés à l'[article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986](#)
- [Circulaire DH/FH3/AF n° 95-26 du 15 juin 1995](#) définissant le champ d'application et les règles de fonctionnement du fonds et précisant les dispositions budgétaires et comptables.
- [Décret n° 98-1226 du 29 décembre 1998](#) fixant le taux de la contribution due au FEH par les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986.
- [Décret n° 2000-23 du 12 janvier 2000](#) fixant le taux de la contribution due au FEH par les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986.
- [Décret n° 2002-160 du 7 février 2002](#) fixant à 1 % le taux de contribution due au FEH par les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986.
- [Décret n° 2016-1942 du 28 décembre 2016](#) fixant le taux de la contribution due au FEH par les établissements énumérés à l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, à compter du 1er janvier 2017.

### Sur la cessation progressive d'activité

- [Article 54 de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010](#) portant réforme des retraites : abroge le dispositif de cessation progressive d'activité.
- [Ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982](#) relative à la cessation progressive d'activité, abrogée par la loi n° 2010-1330.

### Sur la mobilité (MOB)

- [Article 60 de l'ordonnance n° 96-346 du 24 avril 1996](#) portant réforme de l'hospitalisation publique et privée : prévoit des aides à la mobilité et à l'adaptation à l'emploi pour les praticiens hospitaliers. Pour couvrir les dépenses, le taux de la contribution est fixé par décret à la charge des établissements hospitaliers.
- [Décret n° 97-614 du 28 mai 1997](#) fixant les dispositions relatives aux aides à la mobilité professionnelle et à l'adaptation à l'emploi pour les praticiens hospitaliers (l'arrêté de mise en application n'a jamais été pris).
- [Décret n° 97-626 du 31 mai 1997](#) instituant une indemnité exceptionnelle d'aide à la mobilité pour les agents fonctionnaires, stagiaires et contractuels en fonction dans un établissement mentionné à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986, abrogé par l'article 7 du décret n° 2001-353 du 20 avril 2001.
- [Décret n° 98-1221 du 29 décembre 1998](#) (article 2) : confie au FEH le remboursement de l'indemnité exceptionnelle d'aide à la mobilité.
- [Décret n° 2001-353 du 20 avril 2001](#) instituant une indemnité exceptionnelle de mobilité dans la fonction publique hospitalière : fixe les conditions d'attribution de l'indemnité. Son article 7 abroge le décret n° 97-626 du 31 mai 1997.
- [Arrêté du 20 avril 2001](#) fixant les montants de l'indemnité exceptionnelle de mobilité dans la fonction publique hospitalière.

### Sur l'engagement de servir (RES)

- [Décret n° 98-1064 du 20 novembre 1998](#) modifiant le décret n° 91-1301 du 19 décembre 1991 relatif aux modalités de remboursement des frais de formation d'un agent ayant souscrit un engagement de servir dans la fonction publique hospitalière.

### Sur le complément d'indemnité servi aux agents de catégorie C bénéficiaires d'un congé de formation professionnelle (CFP)

- [Décret n° 90-319 du 5 avril 1990](#) article 14-I abrogé et remplacé par l'[article 31 du décret n° 2008-824 du 21 août 2008](#) relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique hospitalière : prévoit le paiement d'un complément d'indemnité aux agents de catégorie C bénéficiaires d'un congé de formation professionnelle.

### Sur le compte épargne temps (CET)

#### Dispositif 2002-2004

- [Article 27 de la loi n° 2002-1487 du 20 décembre 2002](#) : confie au fonds le financement des droits à congé acquis durant la période de 2002 à 2004 au titre de la réduction du temps de travail et non pris ou portés dans un compte épargne-temps.
- [Décret n° 2004-73 du 19 janvier 2004](#) : prévoit que les régimes obligatoires d'assurance maladie versent au fonds leur participation au financement des droits à congés acquis au titre de la réduction du temps de travail qui n'ont pu être portés sur un CET en raison de la réalisation progressive des recrutements.

Arrêté du 25 février 2003

Arrêtés du 25 mars 2004

Arrêté du 16 avril 2004 (abrogé)

Arrêté du 15 décembre 2005

Montants des crédits ouverts pour le compte épargne temps.

#### Dispositif 2007

- [Décret n° 2008-454 du 14 mai 2008](#) relatif aux modalités d'indemnisation des jours accumulés sur le compte épargne-temps des agents de la fonction publique hospitalière.
- [Décret n° 2008-455 du 14 mai 2008](#) relatif aux modalités d'indemnisation des jours accumulés sur le compte épargne-temps des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques des établissements publics de santé.
- [Décret n° 2008-456 du 14 mai 2008](#) relatif au financement des heures supplémentaires dans la fonction publique hospitalière.

### Sur l'ASCAA (Allocation Spécifique de Cessation Anticipée d'Activité)

- [Article 14-3 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994](#) modifiée par l'[article 130 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016](#) : prévoit que le FEH rembourse l'ASCAA et les cotisations sociales et contributions y afférentes.